



Ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité



Direction  
générale du travail

Sous-direction des relations  
individuelles du travail

**Bureau des relations  
individuelles du travail – RT 1**  
39-43 quai André Citroën  
75902 PARIS CEDEX 15

Téléphone : 01 44 38 25 78  
Télécopie : 01 44 38 29 76

Services d'informations  
du public :  
3615 Emploi 0,152 €/mn  
(Modulo 0,077 €)  
internet : [www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr)

## **Instruction DGT n°02 du 18 mars 2008 aux services de contrôle pour l'application de l'article L.762-1 (L.7121-5) du code du travail**

- Mesdames et Messieurs les directeurs régionaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
- Mesdames et Messieurs les directeurs départementaux du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle
- Mesdames et Messieurs les inspecteurs du travail et les contrôleurs du travail  
*pour exécution*
- Messieurs les Préfets de région
- Mesdames et Messieurs les préfets de département  
*pour information*

Références : Articles L.762-1 (L.7121-5) du code du travail  
Arrêt CJCE du 15 juin 2006, Commission c/ France (affaire C-255/04)

Loi n°2008-67 du 21 janvier 2008 ratifiant l'ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007 relative au code du travail (partie législative)

Loi n°2008-89 du 30 janvier 2008 relative à la mise en œuvre des dispositions communautaires concernant le statut de la société coopérative européenne et la protection des travailleurs salariés en cas d'insolvabilité de l'employeur ;

Textes abrogés : instruction n°18 du 2 octobre 2006

L'article L.762-1 du code du travail institue une présomption de salariat pour les artistes du spectacle.

Toutefois, la législation nationale ne trouve à s'appliquer qu'en stricte conformité avec les exigences du droit communautaire tel qu'il a été précisé par la Cour de Justice des Communautés européennes, notamment, sur ce point, dans son arrêt du 15 juin 2006, *Commission contre République française* (affaire C-255/04).

Dans cet arrêt, la Cour estime que la présomption de salariat inscrite à l'article L.762-1 du code du travail, dans la mesure où elle est applicable « *aux artistes qui sont reconnus comme prestataires de services établis dans leur Etat membre* »

*d'origine où ils fournissent habituellement des services analogues* », constitue un obstacle à la libre prestation de services garantie par l'article 49 CE.

En effet, selon la Cour, même si la présomption de salariat ne prive pas stricto sensu les artistes en question de la possibilité d'exercer leur activité en France à titre indépendant, elle comporte pour ceux-ci, néanmoins, des contraintes de nature à gêner leurs activités en tant que prestataires. Ainsi, pour éviter que leur contrat ne soit qualifié de contrat de travail, ils doivent apporter tous les éléments de preuve, parfois difficile à constituer, qu'ils n'agissent pas dans le cadre d'un travail subordonné, mais, au contraire, à titre indépendant.

Le respect des règles communautaires a conduit à une modification du droit français. Ainsi, l'article 7 de la loi n°2008-89 du 30 janvier 2008 a modifié l'article L.762-1 du code du travail en précisant que « *Cette présomption de salariat ne s'applique pas aux artistes reconnus comme prestataires de services établis dans un Etat membre de la Communauté européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen où ils fournissent habituellement des services analogues et qui viennent exercer leur activité en France, par la voie de la prestation de services, à titre temporaire et indépendant.* »

De même, dans le cadre de la recodification du code du travail, un article L.7121-5 a été inséré qui reprend l'exception au principe de la présomption de salarié porté au nouvel alinéa de l'article L.762-1.

En conséquence, l'instruction n°18 du 2 octobre 2006 est devenue sans objet et est donc annulée, l'article L. 762-1 du code du travail modifié trouvant pleine application sans délai.

Vous voudrez bien faire connaître les éventuelles difficultés pratiques et juridiques suscitées par l'application de ces textes.

Le Directeur Général du Travail

Jean-denis COMBEXELLE